

nable député de Halifax. Nous aurons besoin dans le moment de faire quelque chose pour cette province. A Winnipeg, il y a quelques jours, il y a eu une grande assemblée de cultivateurs, à laquelle on a adopté des résolutions blâmant la politique d'immigration du gouvernement, et, si je ne me trompe, le gouvernement lui-même a presque admis que sa politique a échoué. Allons-nous ajouter au désappointement de ces gens et à leurs sentiments d'amertume à ce sujet, l'agitation plus vive qui résultera nécessairement, si le gouvernement persiste dans la conduite qu'indique ce bill? L'honorable député de Halifax n'apprendra-t-il pas que, quelque bienveillantes que soient ses dispositions, quelque plausible et fascinateur que soit son discours, ce bill, s'il est mis en vigueur, produira probablement les résultats les plus désastreux dans cette province, particulièrement en ce qui concerne la minorité dont l'honorable député cherche à défendre la cause? Le Manitoba résistera, et tout en déplorant que la question ait été soulevée, nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'après tout, le Manitoba aura quelque raison d'en agir ainsi.

Enfin, je suis opposé au bill, parce qu'il est contraire aux meilleurs intérêts de la Confédération tout entière. On nous parle de temps à autre de former une jeune nation; on nous parle de nationalité, de race et de religion. Est-ce que la conduite du gouvernement n'indique pas que nous sommes à une époque dangereuse? Est-ce que le fait d'entendre les protestants d'un côté dire des choses qu'ils ne devraient pas dire, et nos amis les catholiques, de l'autre, exprimer des sentiments qu'ils ne devraient pas exprimer, n'indique pas que nous sommes arrivés à un sérieux état de choses, qui devrait porter le gouvernement à hésiter et à réfléchir? Va-t-il, avant d'avoir épuisé les moyens auxquels il aurait dû avoir recours et qu'un véritable esprit public aurait dû lui suggérer, va-t-il persister dans une ligne de conduite qui doit nécessairement avoir pour résultat d'intensifier la disposition du peuple canadien—disposition que je ne cherche pas à excuser, car je regrette qu'elle existe—à soulever une province contre l'autre, une race contre l'autre, et une religion contre une autre?

Dans l'intérêt du Canada, dans l'intérêt de tout ce qu'il y a de bon et de juste au Canada, je supplie la Chambre d'adopter un autre moyen de réparer cette injustice. S'il est de fait qu'elle existe, prenons un moyen de la réparer meilleur et d'ordre plus élevé. Croit-on que la discussion qui se fera de cette question sur tous les hustings, que les contradictions violentes qui s'échangeront entre les citoyens au sujet d'une question qui touche à la fibre la plus intime de leur être, seront de nature à amener le peuple à étudier raisonnablement et de la manière voulue les seules questions régulières qui devraient être soumises à l'attention de l'électorat? Je n'ai pas de doute que c'est ce que le gouvernement recherche. Je n'ai aucun doute que c'est ce qu'il recherche aujourd'hui, comme c'est ce qu'il a recherché dans d'autres élections, afin de détourner l'attention du peuple des véritables questions en jeu.

Je demande au gouvernement de considérer sérieusement que si le Canada doit jamais devenir une nation, ce ne sera pas par la contrainte. C'est l'enseignement qui ressort de l'histoire universelle. On a essayé de la contrainte dans tous les pays, et partout, elle a misérablement échoué. Quand l'Angleterre a essayé de contraindre l'Ecosse, soit en

voulant de force la faire entrer dans l'union, soit en lui imposant une religion, elle a échoué. Quand, pendant des siècles, l'Angleterre a essayé de contraindre l'Irlande, elle a échoué. Si elle avait appliqué à cette généreuse nation l'esprit apparemment manifesté par l'honorable député de Halifax, si elle était allée trouver cette nation avec des paroles et des actes de bienveillance, croit-on qu'il y aurait eu dans ces pays les révolutions qu'il y a eu? Croit-on qu'il y aurait, parmi les enfants de cette nationalité, partout où ils sont répandus, des cœurs aigris et des paroles amères pour flétrir les injustices commises à l'égard de cette nationalité par une contrainte semblable à celle que l'honorable député de Halifax se glorifie de vouloir imposer au Manitoba? On n'arrive à rien de bon par la contrainte. Le plus tôt les nations jeunes se pénétreront de cet enseignement de l'histoire universelle, le plus tôt elles atteindront leur complet développement et mériteront le respect de tout ce qu'il y a de bon dans l'histoire de la civilisation.

Je me rappelle l'agitation qui a eu lieu dans la Nouvelle-Ecosse, et mon honorable ami, le député d'Inverness (M. Cameron), doit se le rappeler aussi, car il était alors un ardent adversaire de la confédération. Il doit se rappeler l'époque où la législature provinciale de la Nouvelle-Ecosse, avec le concours des députés fédéraux qui appuyaient alors le parti opposé aux conservateurs, adoptait des résolutions sécessionnistes et mettait le feu aux poudres. Il doit se rappeler l'esprit qui régnait alors dans cette province, et je rappellerai la mémorable occasion dans laquelle cette Chambre a entendu les dernières paroles du plus grand Irlandais que le Canada ait jamais produit. Ces paroles étaient-elles en faveur de la contrainte, bien que la Nouvelle-Ecosse eût adopté des résolutions conçues dans un esprit de révolte? Non, les dernières paroles de Thomas-d'Arcy McGee dans cette Chambre respiraient un esprit de bienveillance. Elles respiraient l'esprit de conciliation le plus bienveillant; il insistait pour qu'on mit fin aux sentiments d'irritation qui existaient parmi la population de la Nouvelle-Ecosse, en faisant preuve de générosité et de patience, et il ne sortit de cet édifice, après avoir prononcé ce discours, que pour laisser sa précieuse vie aux mains d'un assassin. Serons-nous moins disposés que ne l'étaient les hommes publics de cette époque, à mettre en pratique les nobles principes qu'il exprimait? Après 28 ans de l'histoire du Canada, allons-nous essayer de contraindre cette jeune province du Manitoba? Allons-nous l'aborder un gourdin à la main? Si nous agissons ainsi, nous constaterons que ce qu'elle sera disposée à accorder à un traitement convenable, elle le refusera à la menace.

Je crois que nous devrions réparer cette injustice par le moyen proposé par l'honorable chef de la gauche. Quelle que soit cette injustice, nous devrions, après l'avoir constatée, la réparer par le moyen qu'il propose. Assurément, s'il y a quelque chose de nature à donner espoir au Canada, c'est de voir le chef d'un grand parti, plus intéressé personnellement dans cette question que la majorité de la Chambre, à cause de sa race et de sa religion, se lever ici et proclamer devant les citoyens libres du Canada des principes qui, je crois, trouveront de l'écho dans le cœur de tout homme qui apprécie à sa valeur sa liberté, et désire que le Canada se développe et prospère. Je dis que, pour ces raisons et pour d'autres que je pourrais développer, s'il